

Immigration, langues et performance économique : le Québec et l'Ontario entre 1970 et 1995

Immigration, Languages and Economic Performance: Quebec and Ontario between 1970 and 1995

Gilles Grenier

Volume 77, numéro 3, septembre 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602354ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602354ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grenier, G. (2001). Immigration, langues et performance économique : le Québec et l'Ontario entre 1970 et 1995. *L'Actualité économique*, 77(3), 305–338. <https://doi.org/10.7202/602354ar>

Résumé de l'article

Cette étude contribue à deux courants de littérature relativement distincts : l'intégration économique des immigrants et les liens entre les attributs linguistiques et les revenus au Canada. L'analyse porte sur deux provinces canadiennes, le Québec et l'Ontario, et utilise les microdonnées des cinq recensements canadiens de 1971, 1981, 1986, 1991 et 1996. L'échantillon est divisé entre les non-immigrants et les immigrants (et parmi ces derniers entre ceux originaires de l'Europe et des États-Unis et ceux originaires du reste du monde) et entre les personnes parlant le français, l'anglais ou une autre langue à la maison. Dans un premier temps, on fait des comparaisons de traitements et salaires moyens en fonction des attributs de langue et d'immigration. On constate que les revenus relatifs des immigrants ont diminué dans le temps. Par ailleurs, les francophones ont amélioré leur situation économique, à la fois chez les immigrants et les non-immigrants, mais sans rattraper totalement les anglophones. Les personnes parlant des langues autres que l'anglais ou le français ont en général des revenus assez faibles. Dans un deuxième temps, on estime des régressions de gains pour voir les effets nets des attributs d'immigration et de langue. Les écarts entre francophones et anglophones sont plus faibles quand on ne considère que les effets nets, et en Ontario, ils sont même nuls ou en faveur des francophones. Une question intéressante concerne la performance économique des immigrants au Québec en fonction de leurs choix linguistiques. Les résultats montrent que les immigrants qui parlent français s'intègrent aussi bien que ceux qui parlent anglais. Malgré cela, il n'y a pas suffisamment d'immigrants qui s'intègrent à la communauté francophone pour assurer le maintien du poids démographique du français. L'auteur suggère que la politique canadienne d'immigration tienne compte de l'équilibre linguistique entre le français et l'anglais.

IMMIGRATION, LANGUES ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE : LE QUÉBEC ET L'ONTARIO ENTRE 1970 ET 1995*

Gilles GRENIER

*Département de science économique
Université d'Ottawa*

RÉSUMÉ – Cette étude contribue à deux courants de littérature relativement distincts : l'intégration économique des immigrants et les liens entre les attributs linguistiques et les revenus au Canada. L'analyse porte sur deux provinces canadiennes, le Québec et l'Ontario, et utilise les microdonnées des cinq recensements canadiens de 1971, 1981, 1986, 1991 et 1996. L'échantillon est divisé entre les non-immigrants et les immigrants (et parmi ces derniers entre ceux originaires de l'Europe et des États-Unis et ceux originaires du reste du monde) et entre les personnes parlant le français, l'anglais ou une autre langue à la maison. Dans un premier temps, on fait des comparaisons de traitements et salaires moyens en fonction des attributs de langue et d'immigration. On constate que les revenus relatifs des immigrants ont diminué dans le temps. Par ailleurs, les francophones ont amélioré leur situation économique, à la fois chez les immigrants et les non-immigrants, mais sans rattraper totalement les anglophones. Les personnes parlant des langues autres que l'anglais ou le français ont en général des revenus assez faibles. Dans un deuxième temps, on estime des régressions de gains pour voir les effets nets des attributs d'immigration et de langue. Les écarts entre francophones et anglophones sont plus faibles quand on ne considère que les effets nets, et en Ontario, ils sont même nuls ou en faveur des francophones. Une question intéressante concerne la performance économique des immigrants au Québec en fonction de leurs choix linguistiques. Les résultats montrent que les immigrants qui parlent français s'intègrent aussi bien que ceux qui parlent anglais. Malgré cela, il n'y a pas suffisamment d'immigrants qui s'intègrent à la communauté francophone pour assurer le maintien du poids démographique du français. L'auteur suggère que la politique canadienne d'immigration tienne compte de l'équilibre linguistique entre le français et l'anglais.

ABSTRACT – *Immigration, Languages and Economic Performance: Quebec and Ontario between 1970 and 1995.* This study contributes to two relatively distinct streams of literature: the economic integration of immigrants and the links between language attributes and

* Ce texte a été présenté au Congrès de la Société canadienne de science économique, Montréal, 17-18 mai 2000. L'auteur remercie deux lecteurs anonymes pour leurs commentaires et Dmitry Kabrelyan pour son assistance à la recherche. Cette recherche a été financée par la Faculté des Sciences sociales et le Comité d'aide à la recherche de l'Université d'Ottawa.

earnings in Canada. The analysis is done with two Canadian provinces, Québec and Ontario, and uses micro-data from the five Canadian censuses of 1971, 1981, 1986, 1991 and 1996. The sample is divided between the non-immigrants and the immigrants (and among the latter between those originating from Europe and the United States and those originating from the rest of the world) and between the individuals speaking French, English or another language at home. In a first stage of the analysis, comparisons of mean wages and salaries are done in relation to immigration and language attributes. It is observed that the relative wages of immigrants have decreased over time. Francophones have improved their economic position, both among immigrants and non-immigrants, but without catching up completely with Anglophones. People who speak at home another language than French or English have in general relatively low incomes. In a second stage of the analysis, earnings regressions are estimated to see the net effects of immigration and language attributes. Earnings gaps between Anglophones and Francophones are lower when only net effects are considered, and in Ontario they are even null or in favour of Francophones. An interesting question concerns the economic performance of immigrants in Quebec in relation to their language choices. The results show that immigrants who speak French do as well as those who speak English. In spite of that, not enough immigrants assimilate to the Francophone community to maintain the demographic weight of the French language. The author suggests that the Canadian immigration policy take into account the linguistic balance between French and English.

INTRODUCTION

D'importants changements sont en cours dans le portrait démographique de la société canadienne. La fécondité est faible, la population est en train de vieillir et l'immigration joue un rôle de plus en plus grand dans la croissance démographique. Il est certain que ces tendances vont se poursuivre et même s'accroître dans l'avenir. Les effets économiques et sociaux des changements démographiques au Canada sont l'objet de beaucoup d'attention. On sait que le vieillissement de la population affectera la façon dont on offrira certains services publics. Pour leur part, les immigrants ont joué un rôle considérable dans le développement économique canadien, par leur présence, en tant que travailleurs et entrepreneurs. La recherche économique s'est intéressée entre autres à l'évolution des revenus des immigrants. On a montré que ceux-ci avaient des revenus plus faibles que les Canadiens de naissance comparables à leur arrivée, mais qu'ils réussissaient à rattraper leur retard après quelques années et même à dépasser les Canadiens de naissance. Par ailleurs, il n'a pas été démontré que l'immigration avait eu un impact important sur le bien-être économique canadien. Autrement dit, même si les immigrants constituent une part importante de la population, le niveau de vie des Canadiens n'a pas été affecté significativement par leur présence. Ceci résulte du fait que les immigrants apportent des ressources nouvelles à l'économie, mais qu'ils en utilisent aussi. Cependant, la recherche a montré que les immigrants arrivés récemment prenaient plus de temps à s'adapter à l'économie canadienne que les immigrants plus anciens, de telle sorte que leur influence sera peut-être différente de celle de leurs prédécesseurs.

D'autre part, l'influence sociale de l'immigration est peut-être plus importante que son impact économique. L'immigration affecte la composition ethnique et

linguistique de la société. Une caractéristique fondamentale du Canada est la présence de ses deux groupes linguistiques majeurs, les anglophones et les francophones, qui sont parfois associés aux deux peuples fondateurs du pays. Les changements démographiques qui sont en train de se produire affectent de façon importante la composition linguistique du Canada. Historiquement, les francophones ont maintenu leur poids démographique grâce à leur forte fécondité. Comme cette dernière a beaucoup baissé et que les immigrants ont eu tendance à s'intégrer à la majorité anglophone, la proportion de francophones au Canada est en train de décroître et on peut prévoir que leur nombre absolu va commencer à diminuer d'ici une quinzaine ou une vingtaine d'années. Une immigration s'intégrant à la communauté francophone pourrait atténuer cette tendance, et peut-être même la renverser. Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement du Québec a été très actif pour inciter les immigrants à apprendre le français et à s'intégrer à la communauté francophone afin de compenser les effets du déclin de la fécondité. Ces efforts ont eu certains succès et ont accru la part d'immigrants qui adoptent le français. Cependant, le gouvernement fédéral, qui contrôle l'immigration des autres provinces et l'immigration au Québec provenant des classes autres que la classe des immigrants indépendants, n'a pas de politique visant à maintenir l'équilibre linguistique, même s'il accepte le principe de la dualité linguistique canadienne.

La relation entre immigration et équilibre linguistique n'a pas été beaucoup abordée dans la recherche canadienne, probablement parce que ce n'est pas un sujet d'importance au Canada anglais. En effet, la plupart des immigrants qui s'établissent dans les provinces autres que le Québec adoptent l'anglais comme langue d'usage public. Sauf quelques exceptions, la recherche sur les effets économiques de l'immigration a adopté une perspective pan-canadienne. Cependant, au Québec, la question linguistique a toujours pris beaucoup plus d'importance qu'ailleurs et il est pertinent de se demander comment les choix linguistiques des immigrants ont pu affecter leur intégration. Est-il payant ou non pour un immigrant d'apprendre le français et de s'intégrer à la communauté francophone? Cette étude contribue à combler cette lacune en analysant la performance économique des immigrants et des non-immigrants en fonction de leurs choix linguistiques durant une période totale de 25 ans. Pour des raisons évidentes, l'analyse porte sur le Québec, mais on regarde aussi l'Ontario pour fins de comparaisons. L'Ontario est la province canadienne qui a reçu le plus d'immigrants et qui compte le plus grand nombre de francophones à l'extérieur du Québec. À cause de l'assimilation et de la faible proportion de francophones parmi les immigrants, la francophonie est en déclin en Ontario. La relation entre immigration et équilibre linguistique est donc une question importante dans cette province également.

Le reste du texte est organisé comme suit. On présente dans la première section une brève revue de la littérature portant sur l'intégration des immigrants et sur les effets des attributs linguistiques sur les revenus au Canada. La deuxième section décrit les données et les variables retenues. La troisième section présente les caractéristiques de base de l'échantillon et fait des comparaisons de revenus

moyens par statut d'immigration et langue. Dans la quatrième section, on présente des analyses de régressions de gains. La dernière section conclut l'étude et fait des recommandations sur les politiques.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La recherche antérieure pertinente à cette étude peut être divisée en deux groupes : (1) analyse des gains des immigrants comparés à ceux des non-immigrants (avec un sous-groupe d'études sur la relation entre les attributs linguistiques et les gains des immigrants); et (2) relation entre langues et revenus dans un contexte autre que celui de l'immigration.

La question de l'intégration économique des immigrants a toujours fait l'objet de beaucoup d'intérêt. En effet, les immigrants constituent une proportion importante de la population de plusieurs pays et on veut savoir comment ils s'intègrent sur le plan économique. Si les immigrants obtiennent des emplois leur fournissant de bons revenus et s'ils les conservent, on peut conclure qu'ils s'intègrent bien et contribuent positivement à leur pays d'accueil. Dans le cas contraire, on peut craindre qu'ils ne deviennent un fardeau pour celui-ci. Une étude classique dans ce domaine est Chiswick (1978) qui estime, avec un échantillon d'hommes immigrants et de non-immigrants provenant des microdonnées du recensement des États-Unis de 1970, une régression de gains comprenant comme variables indépendantes l'éducation, l'expérience, une variable dichotomique pour le statut d'immigrant, le nombre d'années depuis l'immigration et d'autres variables de contrôle. En particulier, le coefficient de la variable dichotomique pour le statut d'immigrant indique l'écart de gains entre les non-immigrants et les immigrants à l'arrivée de ces derniers, et celui du nombre d'années depuis l'immigration indique à quelle vitesse les gains des immigrants rejoignent ceux des non-immigrants dans les années qui suivent. Les résultats de Chiswick montrent que le coefficient de la variable dichotomique pour l'immigration est négatif, ce qui indique que les gains des immigrants sont plus petits à leur arrivée que ceux de non-immigrants comparables, mais qu'ils augmentent plus vite par la suite pour rattraper (et même dépasser) les non-immigrants après environ 13 ans. Des études canadiennes (entre autres : Tandon, 1978; Meng, 1987; Chiswick et Miller, 1988) ont obtenu des résultats très semblables avec des données de la même époque, soit le début des années soixante-dix, et le chiffre pour le nombre d'années nécessaires pour que les immigrants rattrapent les non-immigrants est à peu près le même.

Une autre étude classique sur l'évolution des revenus des immigrants est Borjas (1985). Celui-ci critique la méthodologie de Chiswick qui ne tient pas compte selon lui des changements dans la « qualité » des immigrants à travers le temps. Selon Borjas, la qualité des immigrants récents aux États-Unis est moins bonne que celles des immigrants anciens, dans le sens qu'ils sont moins productifs. Conséquemment, une étude faite avec des données de coupe instantanée, parce qu'elle observe des cohortes différentes, tend à surestimer la vitesse à laquelle les revenus des immigrants augmentent avec les années. Borjas utilise simultanément

des données des recensements américains de 1970 et 1980 pour séparer les effets de cohorte des immigrants de ceux du nombre d'années depuis l'immigration. Ses résultats sont conformes à ses prédictions, à savoir que les immigrants récents ont des revenus plus bas et prennent plus de temps à rattraper les non-immigrants que les immigrants anciens. Des études canadiennes ont utilisé une méthodologie semblable en combinant des données des recensements de 1971, 1981 et 1986 (entre autres : Wright et Maxim, 1993; Baker et Benjamin, 1994; Bloom, Grenier et Gunderson, 1995). Tout comme dans le cas des États-Unis, les résultats montrent que les cohortes récentes d'immigrants, soit celles arrivées approximativement depuis la fin des années soixante-dix, ont eu une certaine difficulté à s'intégrer. On a estimé qu'elles prendront beaucoup plus que les 13 ans calculés par Chiswick pour rattraper les non-immigrants et que certaines n'y parviendraient peut-être jamais. Bloom, Grenier et Gunderson (1995) distinguent trois facteurs explicatifs possibles de cette situation au Canada : baisse de la proportion de la classe d'immigrants indépendants, c'est-à-dire, ceux qui sont admis pour des raisons économiques en vertu du système de point; augmentation de la part de l'immigration provenant du tiers-monde et discrimination possible contre les minorités visibles; et récession prolongée et changements structurels qui ont affecté les nouveaux arrivants dans le marché du travail.

Les recherches récentes, tant au Canada qu'aux États-Unis, présentent un portrait peu reluisant des perspectives d'intégration économique des immigrants récents. Cependant, certains auteurs ont remis en question ces conclusions. Selon Duleep et Regets (1994), il y a une relation inverse entre l'écart de revenu des immigrants à leur arrivée et la croissance de leurs revenus par la suite. Plus précisément, les immigrants récents gagnent moins à leur arrivée que leurs homologues plus anciens, mais leur rattrapage se fera plus vite de telle sorte que leurs revenus ne prendront pas nécessairement plus de temps à rejoindre ceux des personnes nées dans le pays d'accueil. Mary Grant (1999) utilise les données du recensement canadien de 1991 pour voir si les prédictions concernant les immigrants du début des années quatre-vingt se sont réalisées. Elle montre que ces immigrants ont vu leurs revenus croître plus vite que ce qu'on aurait pu croire initialement. Le problème à propos des immigrants récents est qu'on ne peut que spéculer sur ce que seront leurs revenus pour le reste de leur vie. Tout ce qu'on sait est qu'ils ont eu des difficultés au début de leur vie active au Canada et que peut-être ils réussiront à reprendre ce retard dans les années à venir.

Un sous-groupe d'études reliées à ce sujet concerne le lien entre l'intégration des immigrants et leurs attributs linguistiques. Parmi les explications des difficultés initiales des immigrants, on mentionne souvent leur capital humain qui est mal adapté et une connaissance inadéquate de la langue du pays où ils s'établissent. Avec les années dans le pays d'accueil, les immigrants investissent en capital humain et apprennent la langue du pays, ce qui explique la croissance de leurs revenus. À cause de la nature des données, les variables linguistiques ne sont pas toujours incluses explicitement dans l'analyse, et même quand elles le sont, elles jouent souvent un rôle secondaire. Il existe un petit nombre d'études

canadiennes qui font une évaluation plus spécifique de cette question, dont Chiswick et Miller (1996) font un survol (ces deux auteurs sont aussi les principaux contributeurs de cette littérature). Ici encore, la perspective des études est pan-canadienne, mais en distinguant le Canada anglais du Québec. On veut savoir d'une part si la connaissance de l'anglais ou du français affecte les revenus des immigrants et d'autre part comment est déterminée la connaissance de l'anglais ou du français. Chiswick et Miller (1992) montrent que les immigrants qui peuvent parler l'anglais ou le français gagnent plus que ceux qui ne le peuvent pas. Chiswick et Miller (1988) font voir aussi, comme il fallait s'y attendre, que la connaissance de l'anglais et du français est payante pour les immigrants au Québec, alors que c'est le cas seulement pour la connaissance de l'anglais dans le reste du Canada. Pendakur et Pendakur (1998) étudient l'impact des connaissances linguistiques sur les revenus et ils s'intéressent en particulier aux langues non officielles. Même si l'étude ne porte pas spécifiquement sur les immigrants, on sait que la plupart des locuteurs de langues non officielles sont des immigrants. On montre entre autres que la connaissance des langues non officielles n'améliore pas la situation sur le marché du travail, un résultat surprenant que les auteurs attribuent au fait qu'il s'agit probablement d'un attribut culturel plutôt que d'un attribut relié au capital humain. Enfin, Chiswick et Miller (1994) s'intéressent aux déterminants des connaissances des langues officielles des immigrants canadiens et montrent que l'apprentissage de l'anglais est le trait dominant de l'expérience linguistique des immigrants.

Ces études ont permis de mieux connaître les liens entre les attributs linguistiques et l'intégration économique des immigrants, mais elles ne répondent pas vraiment à la question à savoir comment l'immigration affecte la composition linguistique de la société canadienne et comment les choix linguistiques des immigrants affectent leur performance économique. Au Québec et au Canada francophone, ce sont ces questions qui sont les plus importantes. Un problème avec ces travaux est que la variable linguistique à laquelle les auteurs s'intéressent est la connaissance des langues officielles (ou non officielles), ce qui ne dit pas grand chose sur la façon dont les immigrants s'intègrent à leur nouvelle société. Sauf pour les plus récemment arrivés, la plupart des immigrants connaissent au moins une des langues officielles canadiennes. Au Canada anglais, la plupart connaissent l'anglais et quelques-uns connaissent aussi le français. Les recherches montrent que ceux qui ne connaissent pas l'anglais gagnent moins, ce qui n'est pas surprenant. Au Québec, les résultats sont semblables, sauf que les immigrants peuvent apprendre le français, l'anglais ou les deux. Dans ce texte, nous utiliserons comme variable linguistique pertinente la langue parlée à la maison au lieu de la connaissance des langues officielles, de façon à mieux cerner le lien entre l'intégration linguistique des immigrants et leur intégration économique.

L'autre groupe d'études pertinentes à cette recherche, qui a très peu de liens avec le premier, concerne les comparaisons de revenus entre francophones et anglophones, principalement au Québec, mais aussi ailleurs au Canada. L'intérêt dans cette question a débuté dans les années soixante alors qu'on s'est aperçu

avec une certaine stupeur, lors des travaux de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, que les Canadiens français à Montréal gagnaient énormément moins que les Canadiens anglais et même que d'autres groupes ethniques établis relativement récemment (voir par exemple Boulet et Raynauld, 1977). Cela a provoqué un débat passionné dans la population. Par ailleurs, les recherches subséquentes ont montré que les écarts de revenus avaient diminué considérablement par la suite. Ainsi, Boulet (1980) montre que l'écart de revenu du travail moyen entre les hommes anglophones et francophones à Montréal, qui était de 51 % en 1961, est descendu à 32 % en 1970 et à 15 % en 1977. Les résultats du recensement de 1981 ont confirmé que la situation des revenus relatifs des francophones était semblable à celle observée en 1977 (voir par exemple : Boulet et Lavallée, 1983; Grenier, 1987; Vaillancourt, 1988). On a observé encore une fois le même type de résultats avec les recensements de 1986 (Bloom et Grenier, 1992) et de 1991 (Shapiro et Stelcner, 1997; Christofides et Swidinsky, 1998). Quand on tient compte de différences dans les caractéristiques avec l'analyse de régression, on observe habituellement que les écarts sont presque inexistants. À mesure que les études montraient que les écarts de revenus entre anglophones et francophones se résorbaient, l'intérêt dans la matière a considérablement diminué. Il est devenu plus ou moins acquis que les francophones au Québec avaient réussi atteindre un statut économique tout à fait comparable à celui des anglophones. Cependant, certains auteurs, comme Lavoie et Saint-Germain (1991) ont fait valoir que, si on considère la langue parlée à la maison au lieu de la langue maternelle, les écarts de revenus sont plus grands et demeurent importants. En fait, comme on le verra un peu plus loin, les progrès des francophones au Québec se sont faits surtout dans les années soixante-dix; par la suite les revenus relatifs des francophones par rapport à ceux des anglophones ont eu tendance à plafonner sans jamais atteindre les niveaux de ces derniers.

La plus grande partie de la recherche sur les écarts de revenus entre anglophones et francophones a porté sur le Québec. Cependant, quelques études se sont intéressées aux revenus relatifs des francophones hors-Québec. Si on considère en particulier l'Ontario, un fait intéressant à noter, qui est peut-être surprenant, est que les écarts de revenus entre anglophones et francophones sont très faibles et dans certains cas inexistants (Grenier, 1997).

Suite à toute cette recherche, les inquiétudes qu'on avait émises au sujet du statut économique des francophones se sont en grande partie estompées. Cependant, d'autres préoccupations se sont manifestées récemment par rapport au déclin du poids démographique des francophones. Malgré leurs progrès économiques considérables et leur dynamisme, les francophones au Canada n'arrivent pas à intégrer suffisamment d'immigrants pour maintenir leur part de la population canadienne, et ceci est vrai même au Québec. De plus, dans le Canada hors-Québec, l'assimilation des francophones se fait à un rythme accéléré, ce qui accentue le déséquilibre linguistique canadien (Castonguay, 1998). En Ontario, plus d'un francophone de langue maternelle sur trois adopte l'anglais comme langue d'usage à la maison. La seule province où l'assimilation des francophones

est relativement faible est le Nouveau-Brunswick, mais dans cette province les revenus des francophones sont aussi faibles par rapport à ceux des anglophones. Si on compare les francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, il semble y avoir une relation inverse entre le succès économique et le maintien de la langue française (Grenier, 1997).

Ce texte contribue aux deux courants de littérature résumés ci-haut. D'abord, on étudie l'intégration économique des immigrants dans deux provinces canadiennes où ces derniers sont venus en grand nombre. On regarde aussi comment les choix linguistiques des immigrants affectent leur intégration économique. Enfin, en considérant les non-immigrants en même temps que les immigrants, on suit l'évolution globale du statut économique des groupes linguistiques dans ces deux provinces.

2. DONNÉES, VARIABLES ET DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON

Cette étude est basée sur les microdonnées des particuliers des recensements canadiens de 1971, 1981, 1986, 1991 et 1996¹. Les variables retenues portent sur l'âge, le sexe, l'éducation, le statut matrimonial, les heures et les semaines travaillées, la langue, le lieu de naissance et les revenus. À travers le temps, la nature des questions posées dans le recensement a changé, mais un noyau d'informations est demeuré relativement constant. On peut donc comparer les recensements l'un à l'autre pour ces variables, quoique dans certains cas il faille faire quelques hypothèses pour réconcilier les données. Les microdonnées des recensements portent sur des échantillons variant entre 1 % et 3 % de la population, dépendant du recensement².

Pour cette étude, toutes les observations disponibles des microdonnées pour chacun des recensements ont été utilisées. Pour le Québec, la taille totale de l'échantillon varie entre 60 281 en 1971 et 204 294 en 1991. Pour l'Ontario, ces mêmes chiffres sont 77 031 et 299 250. Il s'agit de tailles d'échantillons très respectables pour ce genre d'analyse. Cependant, quand on considère des sous-groupes de la population, le nombre d'observations devient plus petit. Ainsi, les immigrants, qui nous intéressent en particulier, constituent une minorité de la population. De plus, la plus grande partie de l'analyse est faite avec seulement les personnes âgées de 25 à 64 ans qui ont des traitements et salaires positifs. Les régressions présentées plus loin dans ce texte (tableaux 3 à 6) sont donc faites avec des échantillons plus petits que les échantillons initiaux.

Chaque recensement contient une question sur le lieu de naissance des répondants, qui peut être une province canadienne ou un pays étranger. Les immigrants

1. Les données et la documentation sont disponibles du site web du *Chass Data Centre*, Université de Toronto.

2. En général les recensements plus récents ont des échantillons plus grands que les plus anciens, sauf pour celui de 1996 qui a un échantillon légèrement plus petit que celui de 1991.

sont définis comme étant ceux qui sont nés dans un pays étranger. Certains pays étrangers qui envoient beaucoup d'immigrants sont identifiés spécifiquement, alors que les autres pays sont agrégés. La façon d'agréger les pays varie beaucoup d'un recensement à l'autre. Seulement deux grands groupes de pays d'origine des immigrants sont considérés dans cette étude : (1) les États-Unis et l'Europe et (2) l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et le reste du monde. Ces deux groupes définissent approximativement les pays développés et les pays du tiers-monde³.

Les recensements canadiens contiennent trois questions principales sur la langue : la langue maternelle, la langue parlée à la maison et la connaissance des langues officielles. La langue maternelle est la première langue apprise et encore comprise par une personne. La langue parlée à la maison est la langue qu'une personne utilise le plus souvent à la maison. La connaissance des langues officielles réfère à la capacité d'une personne, selon sa propre évaluation, de converser en anglais ou en français sur différents sujets. Ces questions sont demeurées relativement les mêmes dans le temps. Des comparaisons sont donc possibles, quoiqu'il faille faire attention parfois à la façon dont sont allouées les réponses multiples⁴. La majorité des études économiques qui ont porté sur la relation entre langues et revenus ont utilisé les questions portant sur la langue maternelle et sur la connaissance des langues officielles. On a cherché à savoir comment les revenus des grands groupes linguistiques (les francophones, les anglophones et les allophones) se comparaient entre eux et tout naturellement on a utilisé la langue maternelle pour définir ces groupes. La langue maternelle peut ainsi être vue comme une caractéristique exogène, qui définit l'origine d'une personne. On a aussi essayé de voir comment les investissements que les gens pouvaient faire dans une langue seconde pouvaient affecter leurs revenus et pour cela on s'est servi de la question sur la connaissance des langues officielles en combinaison avec celle sur la langue maternelle.

La question sur la langue parlée à la maison a été peu utilisée dans la recherche économique, probablement parce qu'elle porte principalement sur le comportement à l'intérieur de la famille. Cependant, la langue parlée à la maison peut être une indication du genre de milieu social dans lequel une personne s'intègre et elle peut avoir un impact sur son statut économique. Tout comme la connaissance des langues officielles, la langue parlée à la maison est une caractéristique acquise, qui résulte de choix. Parmi les études qui ont analysé la relation entre les revenus et la langue parlée à la maison, mentionnons Veltman, Boulet et Castonguay (1979) et Lavoie et Saint-Germain (1991).

3. Il aurait été intéressant d'identifier les pays francophones, mais il est malheureusement impossible de le faire. Par exemple, dans le recensement de 1996, la France fait partie du groupe « Autres pays d'Europe ».

4. Voir la note au bas du tableau 1 pour les réponses multiples. Le libellé des questions sur la langue a changé un peu à travers les recensements, mais pas de façon draconienne. L'emplacement des questions sur le questionnaire a aussi changé, ce qui peut avoir affecté un peu les réponses (voir Castonguay, 1998).

Dans la présente étude, la variable linguistique de base est la langue parlée à la maison. Ce choix est différent de la plupart des études antérieures, mais il se justifie par le fait que la recherche est faite dans le contexte particulier de l'immigration. Un objectif important est de savoir comment les choix que les immigrants font en termes d'intégration : conserver leur langue, s'intégrer à la communauté anglophone ou s'intégrer à la communauté francophone, sont reliés à leur performance économique. On accorde plus d'importance à la façon dont les immigrants s'intègrent qu'à la simple connaissance qu'ils peuvent posséder du français ou de l'anglais. Pour cette étude, on divise les langues parlées à la maison en trois groupes : (1) le français, (2) l'anglais et (3) toutes les autres langues. La performance économique est mesurée à partir des revenus provenant des traitements et salaires durant l'année qui précède chaque recensement⁵.

3. CARACTÉRISTIQUES DES POPULATIONS ET COMPARAISONS DE REVENUS MOYENS

Le tableau 1 présente les caractéristiques générales des populations étudiées, en termes de statut d'immigration et de langue parlée à la maison, pour le Québec et l'Ontario entre 1971 et 1996. Les deux provinces ont vu leur population augmenter pendant cette période, mais la croissance a été beaucoup plus forte en Ontario qu'au Québec. Une raison importante de cette différence est que l'immigration constitue une part beaucoup plus grande de la population ontarienne que québécoise. Ainsi, en 1996, plus d'un Ontarien sur quatre était né à l'extérieur du Canada, alors que c'était le cas de seulement un Québécois sur dix. Cependant, dans les deux provinces, la proportion d'immigrants a augmenté significativement, passant de 8 % en 1971 à 10 % en 1996 au Québec, et de 22 % à 26 % en Ontario. En ce qui concerne la répartition linguistique de l'ensemble de la population, on observe que les francophones⁶ au Québec constituent à peu près 82 % de la population et que ce pourcentage est demeuré assez stable dans le temps. D'autre part, la proportion d'anglophones a diminué au profit de personnes parlant une autre langue que le français ou l'anglais à la maison. Si on considère plus spécifiquement la répartition linguistique des immigrants au Québec, on constate que la proportion parlant anglais à la maison a considérablement baissé, passant d'environ deux sur cinq à un sur cinq. Cette diminution s'est faite surtout au profit des immigrants parlant d'autres langues et un peu au profit d'immigrants parlant le français. Cependant, la proportion d'immigrants s'intégrant à l'anglais est toujours plus forte que la proportion d'anglophones dans la population, ce qui fait que l'immigration en soi est un facteur qui cause l'augmentation du pourcentage d'anglophones.

5. Dans une version plus longue de ce texte (Grenier, 2000), on fait aussi des analyses avec le revenu total. Les principaux résultats sont les mêmes qu'avec les traitements et salaires.

6. Dans ce texte, les termes francophones, anglophones et allophones réfèrent toujours à la langue parlée à la maison.

TABLEAU 1

RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LE STATUT D'IMMIGRATION ET LA LANGUE
PARLÉE À LA MAISON, QUÉBEC ET ONTARIO, 1971, 1981, 1986, 1991, 1996

		1971	1981	1986	1991	1996
Population (000)	Québec	6 081	6 541	6 704	7 056	7 271
	Ontario	7 767	8 804	9 423	10 410	11 085
Proportion	Québec	7,9	8,2	7,8	9,4	10,1
d'immigrants (%)	Ontario	22,0	23,5	22,0	25,4	26,4

Répartition de la population selon la langue parlée à la maison (%)^a

Français	Québec	80,8	82,5	82,2	82,9	82,3
	Ontario	4,6	3,9	3,8	3,2	2,9
Anglais	Québec	14,7	12,7	11,8	10,8	10,6
	Ontario	85,1	86,0	84,0	84,4	82,7
Autre	Québec	4,5	4,8	6,1	6,3	7,1
	Ontario	10,3	10,1	12,3	12,4	14,4

Répartition des immigrants selon la langue parlée à la maison (%)

Français	Québec	22,9	26,0	21,7	26,4	27,2
	Ontario	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Anglais	Québec	38,1	33,2	25,0	23,7	21,1
	Ontario	63,5	65,1	56,3	58,7	54,1
Autre	Québec	39,0	40,9	53,3	49,9	51,7
	Ontario	35,8	34,2	43,1	40,7	45,3

SOURCE : Microdonnées des recensements et calculs de l'auteur. Pour la population, séries Cansim.

NOTE : a. À cause de l'information sur les réponses multiples disponible à partir des microdonnées, les chiffres ne sont pas tout à fait comparables d'un recensement à l'autre. En particulier, les pourcentages pour la catégorie « autre » sont probablement surestimés dans les recensements de 1986, 1991 et 1996 (par rapport à ceux de 1971 et 1981) étant donné que les réponses « anglais-autre » et « français-autre » sont incluses dans « autre ». Dans ces mêmes recensements, les réponses « anglais-français » sont allouées également entre les deux langues. Dans les recensements de 1971 et 1981, les réponses multiples en principe ne sont pas censées exister mais en pratique elles ont été allouées à peu près également entre les langues.

En Ontario, la proportion de francophones est en baisse constante, ceux-ci étant maintenant moins de 3 % de la population alors qu'ils étaient presque 5 % en 1971. La principale cause de ce déclin est l'assimilation linguistique. Certains immigrants en Ontario parlent le français à la maison, mais leur proportion est minime, moins de 1 %. L'immigration en Ontario est donc aussi un facteur qui

contribue au déclin de la part des francophones. Tout comme au Québec, la proportion d'anglophones a diminué en Ontario au profit des personnes qui parlent une autre langue à la maison. En 1996, 14 % des Ontariens utilisaient à la maison une autre langue que l'anglais ou le français, comparativement à 7 % pour le Québec. Cette différence est entièrement due au fait qu'il y a proportionnellement plus d'immigrants en Ontario qu'au Québec. En fait, si on ne considère que les immigrants, la proportion d'allophones est plus grande au Québec qu'en Ontario.

Le tableau 2 montre la répartition de l'immigration selon la région d'origine et la langue parlée à la maison. On voit clairement que dans les deux provinces il y a eu un déplacement de l'immigration des États-Unis et de l'Europe vers les pays du tiers-monde. Au Québec, les immigrants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui étaient à peine 15 % de l'ensemble des immigrants en 1971, en constituent en 1996 plus de la moitié. On constate aussi que la part de l'immigration provenant du tiers-monde a été durant toute la période un peu plus élevée au Québec qu'en Ontario. En termes d'intégration linguistique, c'est parmi les immigrants d'Europe que la proportion de parlant français au Québec a augmenté. Chez les immigrants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le pourcentage s'intégrant au français est demeuré relativement stable et a même un peu baissé. Cependant, la principale tendance observée du tableau 2 est que la proportion au Québec d'immigrants parlant l'anglais a chuté considérablement chez les deux groupes, et ceci est vrai particulièrement chez ceux venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette baisse s'est produite au profit des immigrants parlant d'autres langues. En Ontario, on observe une tendance semblable pour les immigrants venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, quoique la proportion de ces immigrants parlant anglais ait toujours été beaucoup plus élevée qu'au Québec.

TABLEAU 2

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS SELON LA RÉGION D'ORIGINE ET LA LANGUE PARLÉE
À LA MAISON, QUÉBEC ET ONTARIO, 1971, 1981, 1986, 1991, 1996

		1971	1981	1986	1991	1996
<i>Répartition des immigrants selon la région d'origine (%)</i>						
États-Unis et Europe	Québec	84,6	69,2	60,8	52,4	46,5
	Ontario	89,9	76,9	70,0	60,7	52,8
Asie, Afrique, Amérique latine, autres pays	Québec	15,4	30,8	39,2	47,6	53,5
	Ontario	10,1	23,1	29,8	39,3	47,2
<i>Répartition des immigrants des États-Unis et d'Europe selon la langue parlée à la maison (%)</i>						
Français	Québec	22,0	23,7	20,3	27,5	30,2
	Ontario	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5
Anglais	Québec	37,1	34,6	27,4	28,8	27,6
	Ontario	63,5	66,7	59,0	66,2	64,8
Autre	Québec	40,9	41,7	52,3	43,7	42,1
	Ontario	36,0	32,8	40,5	33,2	34,7
<i>Répartition des immigrants d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et autres pays selon la langue parlée à la maison (%)</i>						
Français	Québec	27,2	31,1	24,0	25,1	24,6
	Ontario	1,5	1,0	0,7	0,5	0,7
Anglais	Québec	43,6	29,9	21,2	18,1	15,4
	Ontario	63,7	59,9	50,0	47,3	42,2
Autre	Québec	28,9	39,9	54,8	56,7	60,1
	Ontario	34,8	39,1	49,2	52,2	57,2

SOURCE ET NOTE : Voir tableau 1.

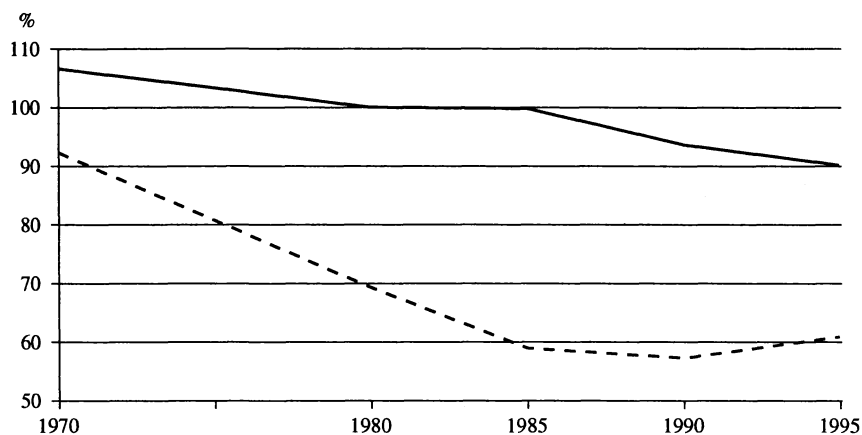
Suite à ce bref portrait démographique des deux provinces, on s'intéresse aux personnes âgées de 25 à 64 ans ayant déclaré des traitements et salaires positifs, les hommes et les femmes faisant l'objet de calculs séparés. Dans un premier temps, on compare les immigrants aux non-immigrants, indépendamment des choix linguistiques; dans un deuxième temps, on compare les revenus en fonction des choix linguistiques. Le graphique 1 montre le ratio des traitements et salaires moyens des immigrants sur ceux des non-immigrants au Québec. Le graphique contient deux parties, une pour les hommes et l'autre pour les femmes, et dans chaque partie il y a deux lignes, une donnant le ratio des traitements et salaires moyens de tous les immigrants par rapport aux non-immigrants, et l'autre donnant ce même ratio pour les immigrants récents seulement, ces derniers étant définis comme ceux arrivés cinq ans ou moins avant chaque recensement. Comme la littérature canadienne récente l'a suggéré, on voit que les revenus relatifs des immigrants ont baissé depuis vingt-cinq ans. Les hommes immigrants au Québec avaient des traitements et salaires moyens plus élevés que les non-immigrants jusqu'en 1980 et 1985; leur situation s'est détériorée par la suite et en 1995 les traitements et salaires moyens des hommes immigrants était d'environ 90 % de ceux des hommes non-immigrants. Chez les femmes, on observe une situation semblable, mais le déclin ne commence qu'en 1980. On observe que les traitements et salaires des immigrants récents sont évidemment plus faibles que ceux de l'ensemble des immigrants. L'écart entre tous les immigrants et les immigrants récents a augmenté entre 1970 et 1985, mais on note un certain progrès des revenus relatifs de ces immigrants depuis ce temps.

Une analyse semblable pour l'Ontario est présentée dans le graphique 2. Pour les hommes, il y a aussi un déclin des traitements et salaires moyens des immigrants, mais celui-ci ne se produit qu'après 1985; entre 1970 et 1985, leur situation relative s'est en fait légèrement améliorée. On voit que l'écart entre tous les immigrants et les immigrants récents s'est accru à travers le temps, ce qui montre que la détérioration de la situation des immigrants est surtout attribuable à ces derniers. On peut noter que, contrairement au Québec, leur situation se détériore considérablement entre 1990 et 1995. Une explication possible est que l'Ontario et le reste du Canada anglais, suite à la politique du gouvernement fédéral, ont augmenté les niveaux d'immigration plus qu'au Québec durant cette période. La situation chez les femmes ontariennes est semblable à celles des hommes, avec un déclin un peu plus prononcé que pour les hommes pour les immigrants récents entre 1990 et 1995.

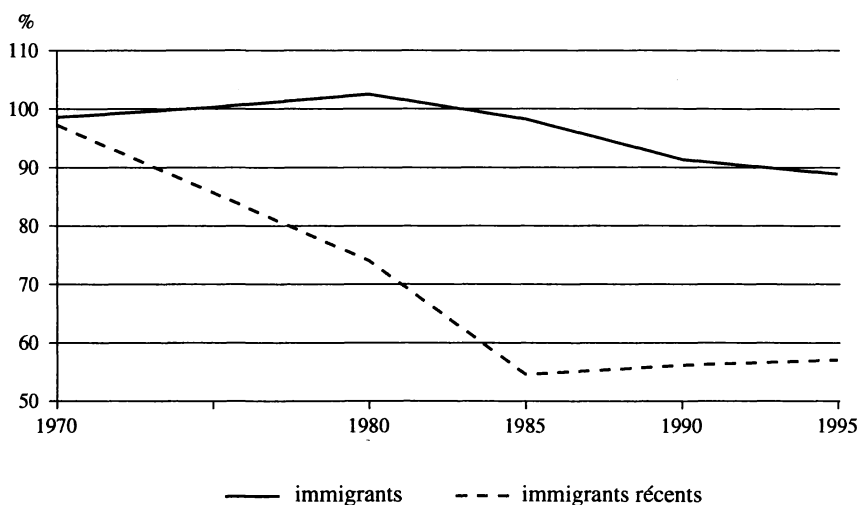
GRAPHIQUE 1

TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS, IMMIGRANTS DIVISÉS PAR NON-IMMIGRANTS,
PERSONNES ÂGÉES DE 25 À 64 ANS, VALEURS POSITIVES, QUÉBEC, 1970-1995

a) Hommes



b) Femmes

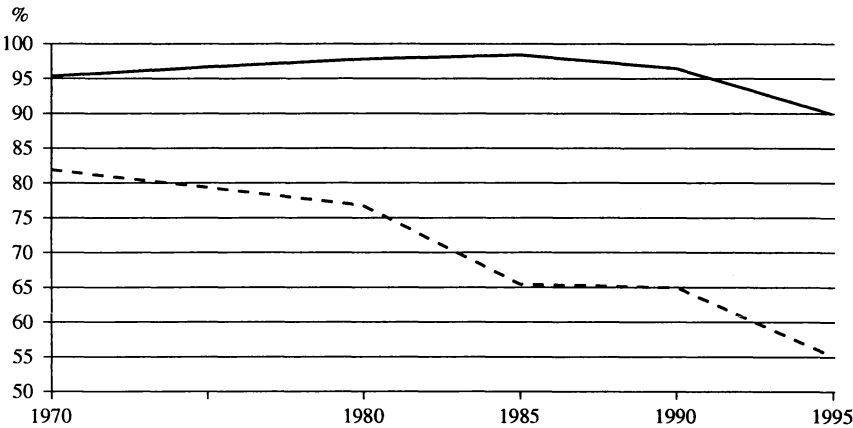


SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

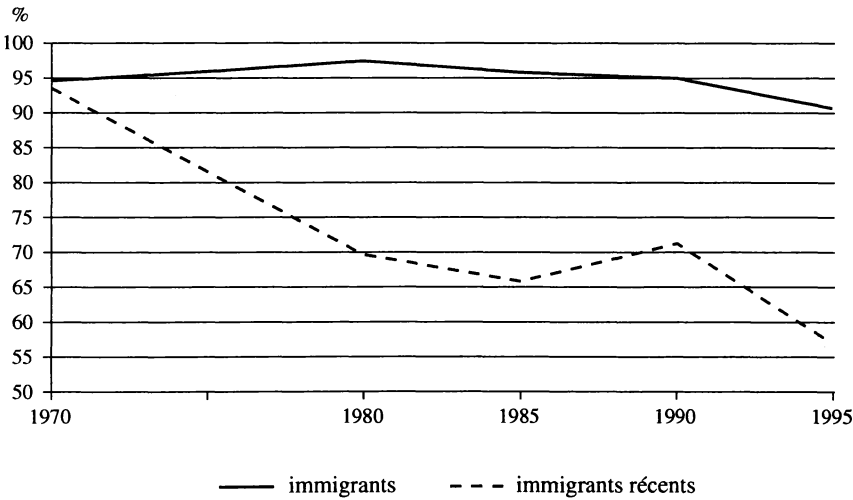
GRAPHIQUE 2

TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS, IMMIGRANTS DIVISÉS PAR NON-IMMIGRANTS,
PERSONNES ÂGÉES DE 25 À 64 ANS, VALEURS POSITIVES, ONTARIO, 1970-1995

a) Hommes



b) Femmes



SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

Après avoir considéré l'évolution des revenus des immigrants et des non-immigrants, regardons maintenant comment ceux-ci sont reliés aux attributs linguistiques. Les graphiques 3 à 6 comparent les traitements et salaires des personnes parlant différentes langues à la maison pour divers groupes de non-immigrants et d'immigrants. Chaque graphique comprend trois parties : a) les non-immigrants, b) les immigrants originaires des États-Unis et de l'Europe et c) les immigrants originaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du reste du monde. Dans chaque partie il y a deux courbes, la première indiquant les traitements et salaires moyens des francophones sur ceux des anglophones et la deuxième donnant le ratio des traitements et salaires moyens des allophones (personnes parlant d'autres langues) sur ceux des anglophones. Notons que dans tous les cas les comparaisons sont faites par rapport aux anglophones appartenant au groupe en question.

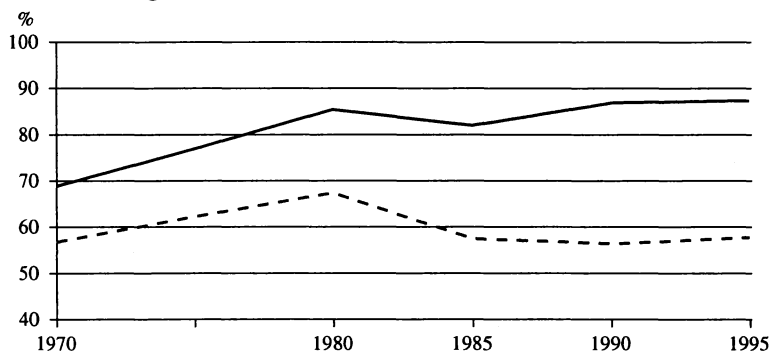
La première partie du graphique 3 montre que les hommes québécois non immigrants francophones ont vu leurs traitements et salaires augmenter par rapport à leurs homologues anglophones durant la période sous considération, mais que cette augmentation s'est faite surtout dans les années soixante-dix. Par la suite, les progrès ont été assez faibles et les traitements et salaires relatifs des francophones ont eu tendance à plafonner à un peu moins de 90 % de ceux des anglophones. Les écarts de revenus entre anglophones et francophones ne sont donc pas complètement disparus. Si on considère les immigrants francophones (deuxième et troisième partie du graphique), on observe une situation semblable pour ceux originaires des États-Unis et d'Europe, mais pas pour ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dont les revenus moyens étaient très élevés en 1970. Il faut noter cependant que ces immigrants étaient très peu nombreux à cette époque et il ne faut donc pas accorder trop d'importance à cette tendance. Un autre point important à observer de ce graphique est que, pour tous les groupes, les hommes parlant une langue autre que le français ou l'anglais ont des traitements et salaires beaucoup plus bas que les anglophones et les francophones. On observe aussi une certaine détérioration des revenus relatifs, ou du moins peu de progrès, pour ces hommes.

Le graphique 4 présente la même analyse pour les femmes québécoises. Si on considère les francophones non immigrantes, on remarque que leurs traitements et salaires moyens par rapport à ceux des anglophones sont demeurés à peu près constants, à un peu moins de 90 % de ceux des anglophones. Il est intéressant de constater d'autre part que les femmes francophones immigrantes, peu importe leur origine, ont fait relativement mieux que les non-immigrantes, leurs revenus se rapprochant de 100 % de leurs homologues anglophones dans presque toutes les années. Il est aussi intéressant de noter que les femmes non immigrantes parlant d'autres langues font presque aussi bien que celles parlant français, une situation très différente de celle des hommes. Ceci n'est pas le cas cependant des femmes immigrantes parlant d'autres langues dont les traitements et salaires relatifs sont très faibles et ne s'améliorent pas.

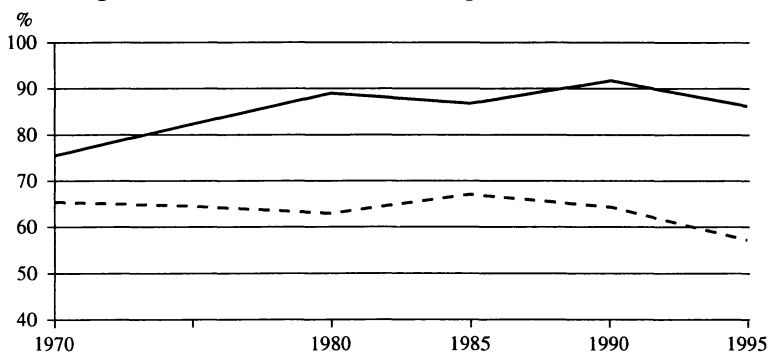
GRAPHIQUE 3

RATIO DES TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS PAR RAPPORT
AUX PERSONNES PARLANT ANGLAIS, HOMMES, QUÉBEC, 1970-1995

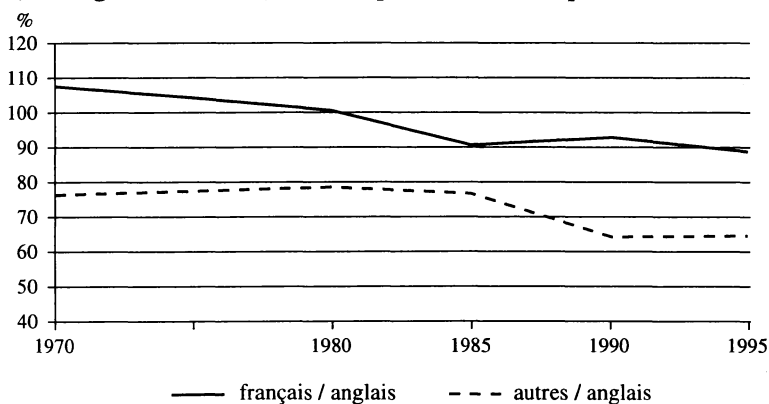
a) Non-immigrants



b) Immigrants des États-Unis et de l'Europe



c) Immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine



— français / anglais

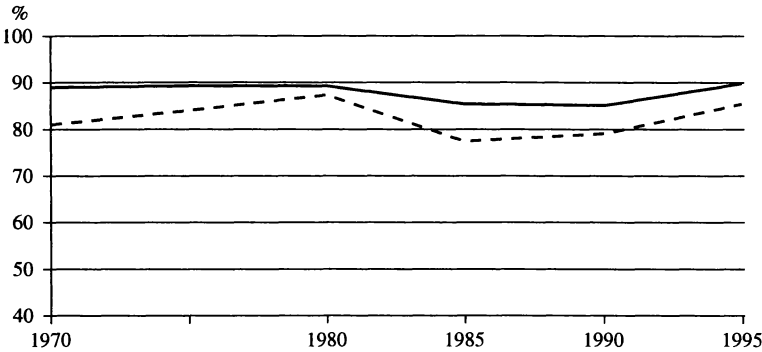
- - - autres / anglais

SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

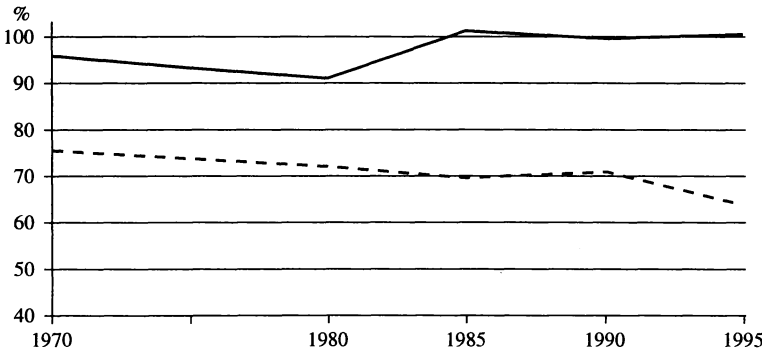
GRAPHIQUE 4

RATIO DES TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS PAR RAPPORT
AUX PERSONNES PARLANT ANGLAIS, FEMMES, QUÉBEC, 1970-1995

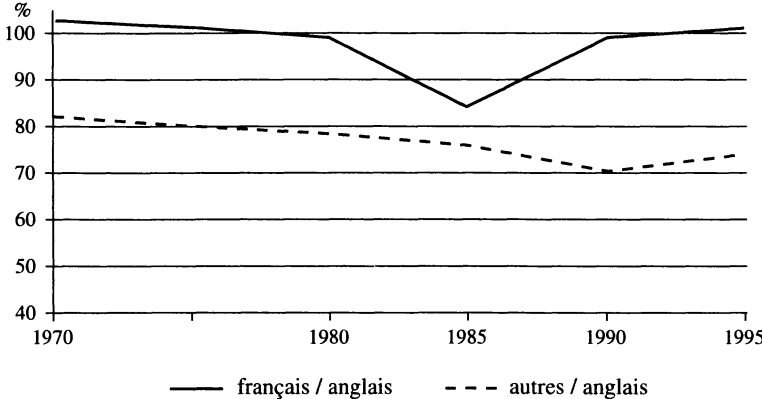
a) Non-immigrants



b) Immigrants des États-Unis et de l'Europe



c) Immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine



— français / anglais - - - autres / anglais

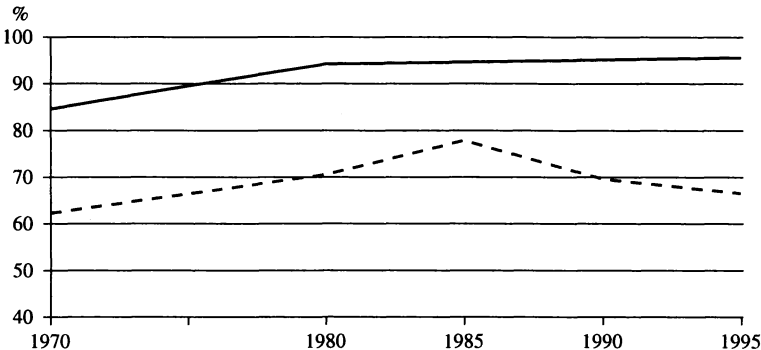
SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

Le graphique 5 et le graphique 6 refont la même analyse pour l'Ontario. Pour les non-immigrants, ce qui est intéressant de constater est que les traitements et salaires relatifs des francophones, à la fois pour les hommes et les femmes, sont plus grands qu'au Québec. Il semble donc que les Franco-Ontariens aient fait relativement bien sur le plan économique, comme l'a souligné Grenier (1997). Évidemment, ces comparaisons entre le Québec et l'Ontario sont un peu boiteuses dans la mesure où les francophones de l'Ontario sont beaucoup moins nombreux que ceux du Québec. Une explication possible de ce phénomène est que, bien que l'anglais soit clairement la langue dominante de l'Ontario, le Canada est un pays officiellement bilingue et il est important de se donner une image bilingue. Il y a donc une certaine demande pour les personnes parlant français en Ontario, et comme celles-ci sont une denrée rare, leurs revenus peuvent en profiter. Quant aux immigrants francophones, on remarque que leurs traitements et salaires sont encore plus élevés par rapport à leurs homologues anglophones que les non-immigrants. Il faut dire cependant que ces derniers constituent une proportion minime de la population. Si on considère maintenant les personnes parlant d'autres langues, on voit que leurs revenus sont passablement plus petits que ceux des anglophones. Par ailleurs, on note que les ratios de traitements et salaires des personnes parlant d'autres langues par rapport à ceux des anglophones sont plus élevés en Ontario qu'au Québec. Ceci résulte en partie du fait que les revenus des anglophones au Québec sont élevés par rapport à ceux de l'ensemble de la population.

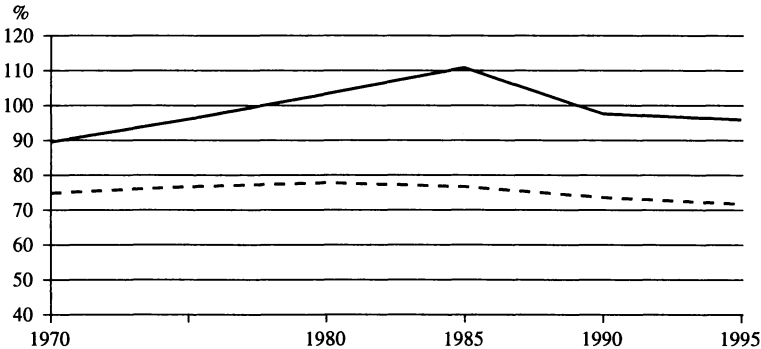
GRAPHIQUE 5

RATIO DES TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS PAR RAPPORT
AUX PERSONNES PARLANT ANGLAIS, HOMMES, ONTARIO, 1970-1995

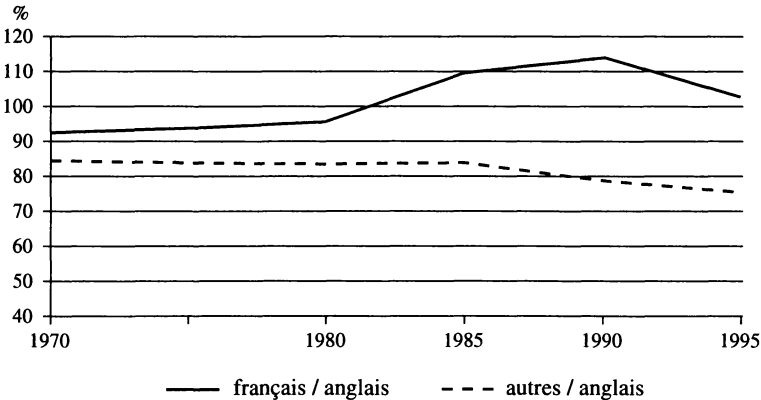
a) Non-immigrants



b) Immigrants des États-Unis et de l'Europe



c) Immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine



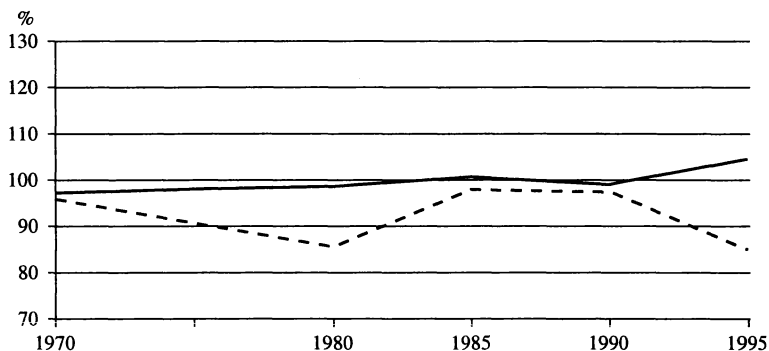
— français / anglais - - - autres / anglais

SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

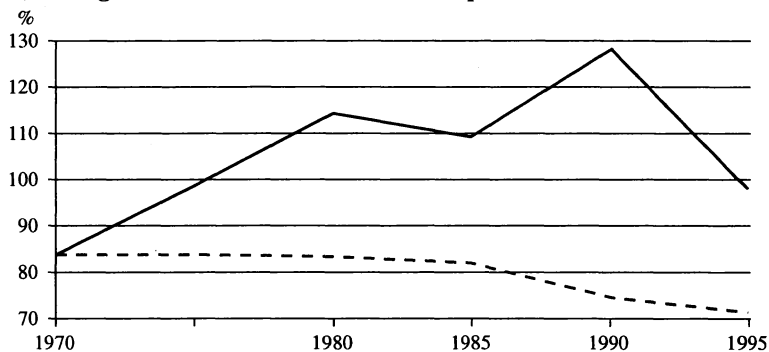
GRAPHIQUE 6

RATIO DES TRAITEMENTS ET SALAIRES MOYENS PAR RAPPORT
AUX PERSONNES PARLANT ANGLAIS, FEMMES, ONTARIO, 1970-1995

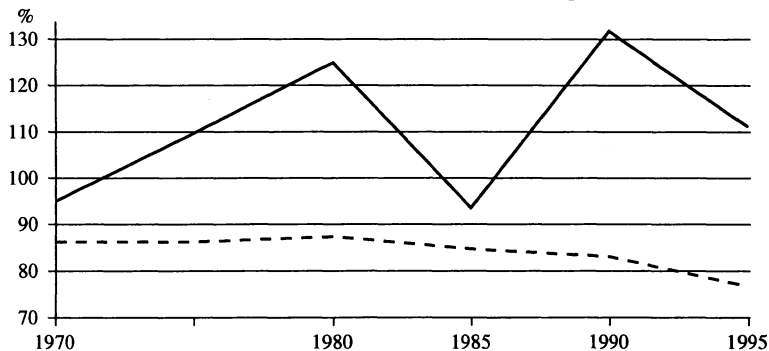
a) Non-immigrants



b) Immigrants des États-Unis et de l'Europe



c) Immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine



— français / anglais - - - autres / anglais

SOURCE : Recensements canadiens, microdonnées.

4. ANALYSE DE RÉGRESSION

Les comparaisons de traitements et salaires moyens qu'on vient de faire donnent une idée générale de la situation économique des différents groupes étudiés en fonction de leur statut d'immigration, leur langue et leur sexe. L'analyse de régression sert à calculer les écarts de gains après avoir tenu compte d'autres facteurs explicatifs. Le modèle estimé est le suivant :

$$\ln y = X\beta + L + \varepsilon$$

où β, γ : vecteurs de coefficients de régression;

y : traitements et salaires annuels;

X : vecteur de variables de contrôle;

L : vecteur de variables reliées à l'immigration et à la langue

et ε : erreur aléatoire.

On fait l'estimation pour chacun des cinq recensements individuellement. L'objectif est d'évaluer les effets des caractéristiques reliées à l'immigration et à la langue après avoir tenu compte d'autres facteurs qui affectent les gains, soit les effets « effets nets » par opposition aux « effets bruts » données par les comparaisons de revenus moyens. Les variables de contrôle X sont les variables standards pour les régressions de gains de ce type. Elles comprennent l'éducation mesurée en année⁷, l'âge⁸, l'âge au carré, le statut matrimonial (trois catégories), les heures travaillées par semaine (sept catégories) et les semaines travaillées par année (cinq catégories). Comme on utilise des données de cinq recensements, la liste des variables de contrôle est limitée à celles disponibles dans tous les recensements et est plus courte que ce qu'on pourrait avoir si on utilisait seulement une base de donnée. La liste comprend quand même la majorité des variables pertinentes.

Les variables qui nous intéressent le plus sont évidemment celles qui concernent l'immigration et la langue. Les variables du vecteur L sont spécifiées de deux façons. Dans un premier modèle (modèle 1), on estime, pour chaque recensement individuellement, une régression pour évaluer l'effet de l'immigration seulement sur les gains, c'est-à-dire sans tenir compte aucunement de la langue. Ce modèle est semblable à ceux estimés dans la littérature sur les gains des immigrants dont un bref résumé a été présenté plus haut. Dans ce modèle, il y a, en plus des variables de contrôle décrites plus haut, une variable dichotomique indiquant si une personne

7. La variable éducation, présentée sous forme de catégories dans les données du recensement, a été transformée en variable continue mesurant le nombre d'années d'études. La méthode utilisée pour faire la transformation est disponible de l'auteur. De plus, les catégories du recensement de 1971 sont différentes de celles des autres recensements.

8. Au lieu de l'âge, certains auteurs utilisent l'expérience, définie comme l'âge, moins l'éducation, moins six.

est immigrante ou non et une variable continue pour le nombre d'années au Canada des immigrants. On peut estimer ainsi l'écart de gains des immigrants à leur arrivée et leur vitesse de rattrapage⁹.

Dans la deuxième spécification (modèle 2), on introduit une série de variables dichotomiques reliées en même temps à la langue et à l'immigration. La catégorie omise comprend les *non-immigrants qui parlent anglais à la maison*. Les variables incluses sont les *non-immigrants qui parlent français*, les *non-immigrants qui parlent une autre langue*, les *immigrants des États-Unis et de l'Europe qui parlent anglais*, les *immigrants des États-Unis et de l'Europe qui parlent français*, les *immigrants des États-Unis et de l'Europe qui parlent une autre langue*, les *immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine qui parlent anglais*, les *immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine qui parlent français*, et les *immigrants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine qui parlent une autre langue*¹⁰. Les coefficients de régression de toutes ces variables donnent les écarts de gains nets par rapport à la catégorie omise.

Après ces explications préliminaires, on peut discuter des résultats. Le tableau 3 et le tableau 4 présentent les coefficients des variables d'immigration et de langue pour le Québec, pour les hommes et les femmes respectivement. Dans le modèle 1 pour les hommes (tableau 3), le coefficient de la variable « immigré » en 1971 indique que l'écart de revenu entre les non-immigrants et les immigrants à l'arrivée de ceux-ci est d'environ 18 %. Cependant, le coefficient de la variable « années au Canada » est positif, indiquant que les gains des immigrants rejoignent graduellement ceux des non-immigrants. En divisant le coefficient de la première variable par celui de la deuxième, on obtient une approximation du nombre d'années nécessaires aux immigrants pour rattraper les non-immigrants. Dans le cas des hommes québécois en 1971, on obtient environ 25 ans, ce qui est plus long que ce que les auteurs ont estimé. Dans les recensements subséquents, on observe que l'écart à l'arrivée des immigrants augmente dans le temps (sauf en 1991 et 1996), mais par contre le coefficient des années au Canada est plus élevé, ce qui compense l'écart grandissant à l'arrivée. En 1996, selon les coefficients de la régression, il faut environ 34 ans pour que les hommes immigrants rattrapent les non-immigrants. Ceci confirme en partie la détérioration de la situation relative des récents immigrants¹¹. Chez les femmes québécoises (tableau 4), on observe des résultats semblables. On note que l'écart est particulièrement petit en 1971 mais qu'il augmente considérablement par la suite.

9. Comme dans Bloom, Grenier et Gunderson (1995), on utilise une fonction linéaire du nombre d'années au Canada pour faciliter l'interprétation des résultats. D'autres auteurs utilisent une fonction quadratique.

10. À cause de la nature des données disponibles, les réponses multiples aux questions linguistiques ne sont pas considérées explicitement et sont incluses dans les catégories de réponses uniques. Plus précisément, dans les recensements de 1986, 1991 et 1996, les réponses autre-anglais et autre-français, sont incluses dans « autre » et les réponses anglais-français sont incluses dans « français ». Seulement une petite minorité de répondants indiquent qu'ils utilisent deux langues également à la maison. Les recensements de 1971 et 1981 ne contiennent pas de réponses multiples.

11. Cependant, ces résultats proviennent de régressions de coupes instantanées et non pas de régressions qui combinent les données de plusieurs recensements, qui sont les seules qui permettent de voir les comportements des cohortes successives. Voir Bloom, Grenier et Gunderson (1995).

TABLEAU 3

COEFFICIENTS DE RÉGRESSIONS POUR LES VARIABLES RELIÉES À L'IMMIGRATION ET À LA LANGUE PARLÉE À LA MAISON, HOMMES, QUÉBEC

	Variable	1970		1980		1985		1990		1995	
		Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t
Modèle 1	Immigrant	-0,1781	-6,554	-0,3127	-13,840	-0,4924	-16,578	-0,4718	-18,999	-0,4597	-16,398
	Années au Canada	0,0072	5,201	0,0106	9,953	0,0153	11,741	0,0151	14,110	0,0136	11,329
	Taille de l'échantillon	11 101		21 823		22 289		36 721		34 463	
	R2	0,4076		0,3631		0,3365		0,2746		0,2647	
Modèle 2	Années au Canada	0,0050	3,330	0,0068	5,619	0,0107	6,893	0,0111	8,836	0,0085	6,153
	<i>Immigration et langue, catégorie omise : non-immigrant, anglais</i>										
	Non-immigrant, français	-0,1643	-9,752	-0,0290	-2,215	-0,0856	-5,315	-0,0300	-2,100	-0,0254	-1,445
	Non-immigrant, autre	-0,2997	-2,963	-0,2295	-3,549	-0,1854	-2,817	-0,1575	-3,048	-0,0709	-1,237
	Immigrant É.U.-Eur., anglais	-0,1692	-3,742	-0,1753	-4,619	-0,3745	-6,844	-0,3415	-7,545	-0,2373	-4,177
	Immigrant É.U.-Eur., français	-0,3236	-6,878	-0,1804	-4,717	-0,3945	-7,672	-0,2946	-7,011	-0,2015	-4,192
	Immigrant É.U.-Eur., autre	-0,3150	-8,817	-0,2904	-8,830	-0,4557	-10,132	-0,4167	-10,166	-0,4113	-8,065
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., anglais	-0,3639	-6,121	-0,3644	-9,295	-0,4557	-8,461	-0,4157	-8,828	-0,3979	-7,178
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., français	-0,2553	-3,475	-0,2989	-7,490	-0,6093	-12,267	-0,4517	-11,033	-0,3728	-7,846
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., autre	-0,4576	-6,093	-0,4655	-12,131	-0,6260	-15,952	-0,5849	-17,928	-0,5730	-16,017
	Taille de l'échantillon	11 101		21 823		22 289		36 721		34 463	
	R2	0,4136		0,3651		0,3383		0,2758		0,2663	

NOTE : Les régressions comprennent aussi des variables de contrôle dont les coefficients ne sont pas présentés : années d'éducation, âge, âge au carré, statut matrimonial (trois catégories), heures travaillées par semaine (sept catégories) et semaines travaillées par année (cinq catégories). Voir Grenier (2000) pour les résultats complets des régressions. La variable dépendante est le logarithme des traitements et salaires.

TABLEAU 4

COEFFICIENTS DE RÉGRESSIONS POUR LES VARIABLES RELIÉES À L'IMMIGRATION ET À LA LANGUE PARLÉE À LA MAISON, FEMMES, QUÉBEC

	Variable	1970		1980		1985		1990		1995	
		Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t
Modèle 1	Immigrant	-0,0006	-0,013	-0,1503	-4,097	-0,2791	-7,167	-0,3464	-11,002	-0,3888	-11,754
	Années au Canada	0,0011	0,448	0,0064	3,616	0,0125	6,943	0,0138	9,925	0,0131	9,364
	Taille de l'échantillon	4 756		12 601		15 096		28 723		28 358	
	R2	0,5288		0,4692		0,4242		0,3719		0,3372	
Modèle 2	Années au Canada	0,0009	0,321	0,0049	2,413	0,0091	4,152	0,0132	8,228	0,0126	8,020
	<i>Immigration et langue, catégorie omise : non-immigrant, anglais</i>										
	Non-immigrant, français	-0,0843	-2,845	-0,0154	-0,791	-0,0700	-3,516	-0,0673	-4,113	-0,0655	-3,490
	Non-immigrant, autre	-0,0241	-0,196	-0,1015	-0,935	0,0123	0,180	-0,0706	-1,223	0,0246	0,414
	Immigrant É.U.-Eur., anglais	-0,0614	-0,757	-0,1802	-2,883	-0,2303	-3,001	-0,4839	-8,453	-0,4492	-7,116
	Immigrant É.U.-Eur., français	-0,1153	-1,282	-0,1474	-2,237	-0,2357	-3,363	-0,3479	-6,479	-0,3231	-5,857
	Immigrant É.U.-Eur., autre	0,0003	0,004	-0,0203	-0,373	-0,2257	-3,732	-0,3125	-6,022	-0,4754	-8,238
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., anglais	-0,2211	-2,230	-0,2091	-3,629	-0,2674	-3,978	-0,3600	-6,872	-0,5010	-8,541
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., français	-0,1227	-0,968	-0,2136	-3,433	-0,3371	-4,855	-0,4016	-7,698	-0,3669	-6,529
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., autre	-0,1240	-0,889	-0,2034	-3,393	-0,3928	-7,922	-0,4574	-11,365	-0,4861	-11,540
	Taille de l'échantillon	4 756		12 601		15 096		28 723		28 358	
	R2	0,5295		0,4698		0,4248		0,3726		0,3377	

NOTE : Voir tableau 3.

Dans le modèle 2 pour les hommes (tableau 3), on note que l'écart de gains nets entre les non-immigrants francophones et les anglophones était de l'ordre de 16 % en 1971. Les écarts ont diminué par la suite, passant à 3 % en 1981, 9 % en 1986, et 3 % en 1991 et 1996. Si on compare au graphique 3 ci-dessus, on voit que les écarts nets sont plus petits que les écarts bruts. Ceci veut dire qu'une grande partie des différences d'écarts bruts observés, mais pas tous les écarts, s'explique par des différences dans les caractéristiques productives. Chez les femmes, on a une situation un peu différente. L'écart net en 1971 entre les non-immigrantes anglophones et francophones est de l'ordre de 8 %, mais il reste du même ordre de grandeur dans la majorité des autres recensements. Donc, dans ce cas-ci, les différences d'écart bruts observés ne s'expliquent pas principalement par des différences dans les caractéristiques productives. Si on considère les non-immigrants qui parlent d'autres langues, on note que l'écart par rapport aux anglophones est plus grand que celui des francophones; de plus celui-ci ne diminue que très lentement dans le temps. Chez les femmes par ailleurs et cela est un peu curieux, il n'y a pas d'écart de gains significatif entre celles qui parlent d'autres langues et celles qui parlent l'anglais. On avait noté un résultat semblable dans les comparaisons de revenus bruts.

Considérons maintenant, toujours pour le Québec, les écarts pour les immigrants selon leur langue et leur région d'origine. Chez les hommes immigrants des États-Unis et d'Europe (tableau 3), on note que l'écart en 1971 est beaucoup plus petit pour ceux qui parlent anglais que pour ceux qui parlent français ou d'autres langues. Cependant, dans les quatre autres recensements, il n'y a pas beaucoup de différence entre ceux qui parlent l'anglais et le français et ces derniers font en fait légèrement mieux. Ceci suggère que, suite au rôle accru du français sur le marché du travail, les immigrants des États-Unis et d'Europe qui choisissent le français ne sont pas pénalisés par rapport à ceux qui ont choisi l'anglais, comme ils l'étaient en 1970. Par contre, ceux qui parlent une autre langue que le français ou l'anglais sont pénalisés. Les hommes immigrants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine gagnent moins que leurs homologues des États-Unis et d'Europe, ce qui peut résulter d'une discrimination contre les minorités visibles. Mais encore une fois, il n'y a pas tellement de différence, du moins dans les deux recensements les plus récents, entre ceux qui parlent anglais et ceux qui parlent français. Il semble donc ici encore que le rôle accru du français a permis à ces immigrants qui ont choisi cette langue de bien « performer » économiquement. Par contre, ceux qui parlent une autre langue que l'anglais ou le français sont fortement pénalisés.

Chez les femmes immigrantes des États-Unis et d'Europe, celles qui parlent le français sont avantagées par rapport à celles qui parlent l'anglais dans les deux derniers recensements. Ceci suggère encore une fois l'importance accrue du français; cependant, la situation est moins claire dans les recensements précédents. Dans le recensement de 1996, on observe que les femmes parlant une autre langue sont pénalisées, mais curieusement ce n'est pas le cas dans les autres recensements comme on avait pour les hommes. En ce qui concerne les femmes

immigrantes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, il est difficile de discerner une tendance par rapport à celles qui parlent anglais et français; en fait les écarts fluctuent d'un recensement à l'autre. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le choix de parler français ou anglais ne semble pas avoir beaucoup d'impact en moyenne au long de cette période. Par ailleurs, les immigrantes qui parlent une langue autre que l'anglais ou le français semblent être pénalisées, du moins dans les trois recensements les plus récents.

Le tableau 5 et le tableau 6 font la même analyse pour l'Ontario. Dans le modèle 1, qui porte sur les immigrants sans tenir compte des caractéristiques linguistiques, les résultats ressemblent à ceux du Québec, à la différence que la détérioration de la situation des immigrants récents est peut-être plus difficile à discerner. Dans le modèle 2, le fait sans doute le plus intéressant à noter est qu'il n'y a aucun écart négatif pour les non-immigrants qui parlent français par rapport à ceux qui parlent anglais. Au contraire, tous les coefficients sont positifs, ce qui est un peu surprenant. Les coefficients ne sont pas statistiquement différents de zéro pour les hommes franco-ontariens, ce qui veut dire que ceux-ci gagnent à peu près la même chose que leurs homologues anglophones. Cependant, les coefficients sont positifs et significatifs pour les femmes, ce qui veut dire que les Franco-Ontariennes gagnent plus que leurs homologues anglophones après avoir tenu compte de leurs caractéristiques productives. Tel que déjà noté, c'est peut-être à cause de l'existence d'une certaine demande en Ontario pour des personnes bilingues. Pour les non-immigrants qui parlent d'autres langues, à la fois chez les hommes et les femmes, les écarts sont en majorité non significatifs par rapport aux non-immigrants parlant anglais. Cette situation est semblable à celle des femmes au Québec, mais pas celle des hommes. Donc, dans l'ensemble, on peut dire que pour les non-immigrants, la langue parlée à la maison semble avoir moins d'impact sur les gains en Ontario qu'au Québec.

TABLEAU 5

COEFFICIENTS DE RÉGRESSIONS POUR LES VARIABLES RELIÉES À L'IMMIGRATION ET À LA LANGUE PARLÉE À LA MAISON, HOMMES, ONTARIO

	Variable	1970		1980		1985		1990		1995	
		Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t
Modèle 1	Immigrant	-0,1044	-6,577	-0,1774	-12,736	-0,2620	-16,759	-0,3273	-26,277	-0,4212	-33,292
	Années au Canada	0,0048	6,384	0,0070	11,564	0,0094	14,554	0,0121	23,715	0,0131	25,942
	Taille de l'échantillon	15 284		32 447		34 905		56 668		53 169	
	R2	0,3877		0,2719		0,3159		0,2388		0,3050	
Modèle 2	Années au Canada	0,0033	4,116	0,0034	4,932	0,0047	6,341	0,0077	12,797	0,0083	13,428
	<i>Immigration et langue, catégorie omise : non-immigrant, anglais</i>										
	Non- immigrant, français	0,0155	0,669	0,0293	1,470	0,0364	1,916	0,0122	0,664	0,0100	0,471
	Non- immigrant, autre	-0,1176	-1,844	-0,0293	-0,513	-0,0220	-0,527	-0,0383	-0,911	-0,1627	-4,031
	Immigrant É.U.-Eur., anglais	-0,0517	-2,565	-0,0589	-3,206	-0,0901	-4,110	-0,1667	-8,980	-0,2209	-10,683
	Immigrant É.U.-Eur., français	-0,2698	-2,019	0,0809	0,832	0,0095	0,098	-0,1108	-1,210	-0,2288	-1,968
	Immigrant É.U.-Eur., autre	-0,0854	-4,626	-0,0726	-3,895	-0,1343	-6,355	-0,1729	-9,199	-0,2727	-13,329
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., anglais	-0,1642	-4,861	-0,1982	-10,251	-0,2513	-11,938	-0,2834	-17,105	-0,3178	-18,284
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., français	-0,2978	-1,799	-0,3540	-2,941	-0,4951	-3,672	-0,3184	-2,729	-0,4404	-4,070
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., autre	-0,3546	-7,269	-0,3492	-15,379	-0,3571	-17,605	-0,4308	-27,668	-0,5133	-34,710
	Taille de l'échantillon	15 284		32 447		34 905		56 668		53 169	
	R2	0,3894		0,2755		0,3186		0,2419		0,3084	

NOTE : Voir tableau 3.

TABLEAU 6

COEFFICIENTS DE RÉGRESSIONS POUR LES VARIABLES RELIÉES À L'IMMIGRATION ET À LA LANGUE PARLÉE À LA MAISON, FEMMES, ONTARIO

	Variable	1970		1980		1985		1990		1995	
		Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t	Paramètre	t
Modèle 1	Immigrant	-0,0567	-2,277	-0,1155	-6,351	-0,1898	-9,456	-0,1940	-13,526	-0,2856	-19,728
	Années au Canada	0,0016	1,316	0,0051	6,335	0,0076	8,942	0,0083	13,768	0,0096	16,517
	Taille de l'échantillon	8 581		21 760		26 112		47 452		46 411	
	R ²	0,6196		0,4831		0,4369		0,3500		0,3786	
Modèle 2	Années au Canada	0,0015	1,154	0,0047	5,012	0,0077	7,679	0,0082	11,638	0,0087	12,598
	<i>Immigration et langue, catégorie omise : non-immigrant, anglais</i>										
	Non-immigrant, français	0,0724	1,718	0,0633	2,232	0,0552	2,239	0,0364	1,838	0,0643	2,865
	Non-immigrant, autre	0,0360	0,468	-0,1656	-2,392	0,0186	0,394	-0,0934	-1,987	-0,1067	-2,271
	Immigrant É.U.-Eur., anglais	-0,0658	-2,101	-0,1198	-4,790	-0,2236	-7,742	-0,2060	-9,635	-0,2591	-11,323
	Immigrant É.U.-Eur., français	-0,1098	-0,728	-0,0004	-0,003	-0,0693	-0,501	0,0300	0,296	-0,4774	-3,709
	Immigrant É.U.-Eur., autre	0,0166	0,535	-0,0259	-1,014	-0,1192	-4,207	-0,1500	-6,741	-0,2463	-10,338
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., anglais	-0,1415	-3,176	-0,1347	-5,777	-0,1542	-6,121	-0,1709	-9,385	-0,2160	-11,504
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., français	-0,2862	-0,760	0,0972	0,476	-0,2350	-1,741	-0,0685	-0,499	-0,1470	-1,188
	Immig. Asie-Afr.-Am. lat., autre	-0,1386	-1,874	-0,1566	-5,545	-0,2453	-9,493	-0,2320	-12,814	-0,3447	-19,849
	Taille de l'échantillon	8 581		21 760		26 112		47 452		46 411	
	R ²	0,6200		0,4839		0,4376		0,3504		0,3796	

NOTE : Voir tableau 3.

Les immigrants ontariens qui parlent le français à la maison sont un groupe très petit et les coefficients ont parfois un comportement erratique. Pour les hommes des États-Unis et d'Europe parlant français, la majorité des écarts ne sont pas statistiquement significatifs et pour les femmes, aucun coefficient n'est significatif. Par contre, les hommes immigrants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine parlant français ont des gains significativement moindres que les anglophones non immigrants, mais encore une fois ce n'est pas le cas pour les femmes où les coefficients ne sont pas significatifs. Donc, pour les immigrants francophones, les résultats corroborent, mais seulement en partie, ce qu'on a observé pour les non-immigrants francophones, à savoir que le fait de parler français n'est pas un handicap sérieux et peut parfois être un avantage.

Enfin, pour les immigrants ontariens parlant d'autres langues, on observe que pour ceux des États-Unis et d'Europe, à la fois pour les hommes et les femmes, il n'y a pas beaucoup de différences par rapport aux mêmes immigrants parlant anglais. Par contre, ce n'est pas le cas dans l'ensemble pour les immigrants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui gagnent moins. Si on compare l'Ontario au Québec, on observe que l'écart de gains relié au fait qu'on parle une autre langue est plus faible en Ontario. Dans l'ensemble, il semble y avoir moins de liens en Ontario qu'au Québec entre la langue qu'on parle à la maison et les gains.

CONCLUSION

Les résultats de cette étude corroborent, mais avec quelques réserves, les résultats antérieurs que les francophones ont réussi à améliorer leur situation économique. Les francophones au Québec ont fait beaucoup de progrès dans les années soixante-dix, mais par la suite leur performance économique en comparaison à celle des anglophones a eu tendance à plafonner et il existe encore des écarts de revenus, quoique ceux-ci soient modestes. Par ailleurs, en Ontario, les francophones ont eu une très bonne performance économique durant toute la période considérée. Les résultats montrent aussi que le choix de s'intégrer au français pour les immigrants au Québec n'est pas désavantageux. On peut dire que les immigrants qui parlent français à la maison se débrouillent bien sur le plan économique, mieux que ceux qui parlent une langue autre que le français ou l'anglais. Les francophones ont donc fait preuve d'un grand dynamisme qui a permis d'améliorer le statut de la langue française sur le marché du travail. Cependant, ce dynamisme n'est pas suffisant pour assurer le maintien de la situation du français à long terme. En Ontario et dans le reste du Canada hors Québec, le déclin démographique des francophones se poursuit, ce qui risque à la longue de diminuer leur influence politique. Au Québec, le poids démographique des francophones se maintient, mais la proportion d'immigrants s'intégrant au français est plus faible que la proportion de francophones dans la population, ce qui fait que l'immigration est un facteur démographique défavorable au français. Au Québec, le seul facteur démographique qui favorise le français est l'émigration des anglophones. Donc, même si les francophones se portent bien, cela ne veut pas dire que l'avenir du français est assuré.

Dans un article récent, Green et Green (1999) font une évaluation des objectifs économiques de la politique d'immigration canadienne. Après avoir passé en revue les divers objectifs qu'une politique d'immigration peut chercher à atteindre (combler les lacunes dans certaines professions, accroître le capital humain, répondre aux besoins des régions, *etc.*), ils arrivent à la conclusion que la politique d'immigration ne devrait pas viser principalement des objectifs économiques : «... il appert que les objectifs économiques ne devraient pas constituer l'orientation de base de la politique d'immigration dans un avenir immédiat, car d'autres politiques mieux adaptées peuvent atteindre ces objectifs. L'immigration devrait continuer d'être un élément de base de notre structure sociale » (Green et Green, 1999 : 425). Cette conclusion est un peu surprenante compte tenu du débat actuel. Quoique ces auteurs ignorent totalement la dimension linguistique de la « structure sociale » canadienne et ne traitent pas spécifiquement de la situation québécoise, on peut penser que cette analyse est aussi valable pour le Québec. Donc, tout en cherchant à avoir des immigrants qui s'intégreront bien au marché du travail, le Québec devrait se donner une politique d'immigration en fonction de la structure sociale qui lui est propre. C'est ce qu'il a fait en essayant d'attirer des immigrants susceptibles de se joindre à la communauté francophone. Cependant, le gouvernement fédéral n'a pas fait le même chose dans sa politique d'immigration. Même si en théorie les immigrants ont le choix d'apprendre l'anglais ou le français, en pratique la très grande majorité des immigrants choisis par le gouvernement fédéral s'assimilent à l'anglais. En conséquence, il y a une diminution inquiétante de la proportion de francophones au Canada. L'équilibre linguistique fait partie de la structure sociale canadienne et la politique d'immigration devrait chercher à la préserver. Paradoxalement, Green et Green (1999 : 447) recommandent que l'immigration soit entièrement sous contrôle fédéral. Cette recommandation ne s'applique sûrement pas dans le cas du Québec en ce qui concerne la dimension linguistique, car le Québec est le seul gouvernement pour qui cet aspect de la politique d'immigration a de l'importance.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKER, MICHAEL et DWAYNE BENJAMIN (1994), « The Performance of Immigrants in the Canadian Labor Market », *Journal of Labor Economics*, 12 : 369-405.
- BLOOM, DAVID E et GILLES GRENIER (1992), « Earnings of the French Minority in Canada and the Spanish Minority in the United States », in BARRY R. CHISWICK (éd.), *Immigration, Language and Ethnicity: Canada and the United States*, American Enterprise Institute, Washington, D.C., p. 373-409.
- BLOOM, DAVID E., GILLES GRENIER et MORLEY GUNDERSON (1995), « The Changing Labour Market Position of Canadian Immigrants », *Canadian Journal of Economics*, 28(4b) : 987-1 005.
- BORJAS, GEORGE J. (1985), « Assimilation, Changes in Cohort Quality, and the Earnings of Immigrants », *Journal of Labor Economics*, 3 : 463-489.
- BOULET, JAC-ANDRÉ (1980), *La langue et le revenu du travail à Montréal*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 135 pages.

- BOULET, JAC-ANDRÉ et LAVAL LAVALLÉE (1983), « L'évolution des disparités linguistiques de revenus du travail au Canada de 1970 à 1980 », Ottawa, Conseil économique du Canada, cahier de recherche n° 245.
- BOULET, JAC-ANDRÉ et ANDRÉ RAYNAULD (1977), « L'analyse des disparités de revenus suivant l'origine ethnique et la langue sur le marché montréalais en 1961 », Ottawa, Conseil économique du Canada, cahier de recherche n° 83.
- CASTONGUAY, CHARLES (1998), « Tendances et incidences de l'assimilation linguistique au Canada : entre les faits et l'optimisme futurologique à l'égard du français », *Études canadiennes*, 45 : 65-82.
- CHISWICK, BARRY R. (1978), « The Effect of Americanization on the Earnings of Foreign-Born Men », *Journal of Political Economy*, 86(5) : 897-921.
- CHISWICK, BARRY R. et PAUL MILLER (1988), « Earnings in Canada: The Roles of Immigrant Generation, French Ethnicity and Language », in T. PAUL SCHULTZ (éd.), *Research in Population Economics*, JAI Press, Greenwich, Conn., and London, 6, Press, 6, p. 183-228.
- CHISWICK, BARRY R. et PAUL MILLER (1992), « Language and the Immigrant Labor Market », in BARRY R. CHISWICK (éd.), *Immigration, Language and Ethnicity: Canada and the United States*, American Enterprise Institute, Washington, D.C., p. 229-296.
- CHISWICK, BARRY R. et PAUL MILLER (1994), « Language Choice among Immigrants in a Multi-lingual Destination », *Journal of Population Economics*, 7(2) : 119-131.
- CHISWICK, BARRY R. et PAUL MILLER (1996), « Language and Earnings Among Immigrants in Canada: A Survey », in HARRIET ORCUTT DULEEP et PHANINDRA V. WUNNAVA (éds), *Immigrants and Immigration Policy: Individual Skills, Family Ties, and Group Identities*, JAI Press. Greenwich, Connecticut, p. 39-56.
- CHRISTOFIDES, LOUIS N. et ROBERT SWIDINSKY (1998), « Bilinguisme et revenu : une étude fondée sur les données des recensements de 1971, 1981 et 1991 », dans ALBERT BRETON (éd.), *Langue et bilinguisme : les approches économiques*, Ottawa, Patrimoine canadien, p. 135-205.
- DULEEP, HARRIET O. et MARK REGETS (1994), « The Elusive Concept of Immigrant Quality », mimeo, Program for Research on Immigration Policy.
- GRANT, MARY L. (1999), « Evidence of New Immigrant Assimilation in Canada », *Canadian Journal of Economics*, 32(4) : 930-955.
- GREEN, ALAN G. et DAVID A. GREEN (1999), « The Economic Goals of Canada's Immigration Policy: Past and Present », *Analyse de politiques*, 25(4) : 425-452.
- GRENIER, GILLES (1987), « Earnings by Language Group in Quebec in 1980 and Emigration from Quebec between 1976 and 1981 », *Revue canadienne d'économie*, 20(4) : 774-791.
- GRENIER, GILLES (1997), « Linguistic and Economic Characteristics of Francophone Minorities in Canada: A Comparison of Ontario and New Brunswick », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 18(4) : 285-301.

- GRENIER, GILLES (2000), « Immigration, langues et performance économique : le Québec et l'Ontario entre 1970 et 1995 », Cahier de recherche #0006, Département de science économique, Université d'Ottawa.
- LAVOIE, MARC et MAURICE SAINT-GERMAIN (1991), « Disparités linguistiques de revenus au Canada selon la langue parlée à la maison », *L'Actualité économique*, 67(3) : 356-80.
- MENG, RONALD (1987), « The Earnings of Canadian Immigrants and Native Born Males », *Applied Economics*, 19 : 1 107-1 119.
- PENDAKUR, KRISHNA et RAVI PENDAKUR (1998), « Parlez et vous recevrez : la connaissance linguistique comme capital humain » dans ALBERT BRETON (éd.), *Langue et bilinguisme : les approches économiques*, Ottawa, Patrimoine canadien, p. 97-134.
- SHAPIRO, DANIEL M. et MORTON STELCNER (1997), « Language and Earnings in Quebec: Trends Over Twenty Years, 1970-1990 », *Analyse de politiques*, 23(2) : 115-140.
- TANDON, B. (1978), « Earnings Differentials Among Native-Born and Foreign-Born Residents of Toronto », *International Migration Review*, 12 : 405-410.
- VAILLANCOURT, FRANÇOIS (1988), *Langue et disparités de statut économique au Québec : 1970 et 1980*, Québec, Conseil de la langue française, 230 pages.
- VELTMAN, CALVIN J., JAC-ANDRÉ BOULET et CHARLES CASTONGUAY (1979), « The Economic Context of Bilingualism and Language Transfer in the Montreal Metropolitan Area », *Canadian Journal of Economics*, 12 : 468-79.
- WRIGHT, ROBERT et P. MAXIM (1993), « Immigration Policy and Immigration Quality: Empirical Evidence for Canada », *Journal of Population Economics*, 6 : 337-352.